

1 Par Matouk Belattaf<sup>1</sup>, Abdenour Mouloud<sup>2</sup> and Syla Belattaf<sup>3</sup>

2 <sup>1</sup> Universit de BjaAa

3 *Received: 6 December 2013 Accepted: 31 December 2013 Published: 15 January 2014*

---

4

## 5 Abstract

6 Since 2008, the EU (European Union) and the global economy through a deep economic and  
7 financial crisis. With the first signs of recovery emerged from the first half of 2010,  
8 developments and the rapidly changing global market stress the importance of maintaining  
9 competitiveness. The annual reports for 2009 and 2010 on competitiveness have focused on  
10 potential impacts of the economic recession on productivity and future determinants EU  
11 competitiveness in global markets (changes in the structure of trade and chains supply of the  
12 EU, R & D and innovation of foreign companies in the EU, the European competitiveness in  
13 key enabling technologies, innovation and competitiveness in the creative industries .... )  
14 .Along these lines, many countries, including emerging, experiencing unprecedented  
15 performance and display substantial competitiveness in some sectors where the EU sometimes  
16 feels challenged, even threatened. That earned him a diverse reaction to revive its economy  
17 and improve its competitiveness to stay in the global economy.

---

18

19 ***Index terms***— competitiveness, enterprises, eu, innovation, determinants, productivity  
20 ). Dans ce sillage, de nombreux pays, émergents notamment, connaissent des performances sans précédent et  
21 affichent des compétitivités substantielles dans certains secteurs où l'UE se sent parfois concurrencée, voire même  
22 menacée. Ce qui lui a valu une réaction plurielle pour relancer son économie et améliorer sa compétitivité pour  
23 se maintenir dans l'économie mondiale.

24 Quatre points seront traités: compétitivité et contexte mondial; performances générales de la compétitivité et  
25 sa mesure dans les entreprises européennes ; situation de la compétitivité des entreprises européennes ; mesures  
26 pour l'amélioration ; synthèse des recommandations.

27 Mots-clés: compétitivité, entreprises, ue, innovation, déterminants, productivité. Summary-Since 2008, the  
28 EU (European Union) and the global economy through a deep economic and financial crisis. With the first  
29 signs of recovery emerged from the first half of 2010, developments and the rapidly changing global market  
30 stress the importance of maintaining competitiveness. The annual reports for 2009 and 2010 on competitiveness  
31 have focused on potential impacts of the economic recession on productivity and future determinants EU  
32 competitiveness in global markets (changes in the structure of trade and chains supply of the EU, R & D and  
33 innovation of foreign companies in the EU, the European competitiveness in key enabling technologies, innovation  
34 and competitiveness in the creative industries .... ) .

35 Along these lines, many countries, including emerging, experiencing unprecedented performance and display  
36 substantial competitiveness in some sectors where the EU Introduction UE et l'économie mondiale sont profondé-  
37 ment bouleversées par la crise économique et financière, depuis 2008. Avec les signes de reprise dès 2010,  
38 l'évolution et la mutation rapide du marché mondial soulignent l'importance du maintien de la compétitivité. Les  
39 rapports de 2009 et 2010 mettaient en exergue les répercussions potentielles de la récession sur la productivité  
40 et les facteurs déterminants de la compétitivité de l'UE sur les marchés mondiaux (modification de la structure  
41 des échanges, R&D et innovation, compétitivité de l'UE dans les technologies clés?).

42 Dans ce contexte, de nombreux pays émergents connaissent des performances et affichent des compétitivités  
43 substantielles concurrençant l'UE. D'où la réaction plurielle pour relancer son économie et améliorer sa  
44 compétitivité pour se maintenir dans l'économie mondiale.

45 Nous traiterons les points suivants : de la compétitivité et du contexte mondial (1); Performances générales  
46 en matière de compétitivité et sa mesure dans les entreprises européennes (2) ; Situation de la compétitivité des  
47 entreprises européennes : mesures et secteurs pour améliorer la compétitivité des entreprises (3) ; Synthèse

48 et recommandations (4) a) De la compétitivité et du contexte mondial Depuis plus de deux décennies, la  
 49 compétitivité est devenue le maître-mot aussi bien des entreprises que des territoires. Corrélée directement  
 50 avec la mondialisation croissante, la compétitivité des entreprises et l'attractivité des territoires, voire même leur  
 51 compétitivité, s'invitent dans l'espace mondial et dans les stratégies des entreprises pour devenir le leitmotiv.

## 52 1 i. De la compétitivité en général

53 Le terme compétitivité, du latin *competere*,

## 54 2 L'

55 Employée souvent par les économistes, la notion a été initialement définie et appréhendée au niveau de l'entreprise,  
 56 puis transposée au plan macroéconomique, au niveau d'un secteur d'activité ou d'un pays. On distingue 2 types  
 57 de compétitivité : compétitivité de l'entreprise et celle d'un territoire ou pays (Belattaf, 2009) 2 La compétitivité-  
 58 prix se rapporte à des produits substituables entre eux, rivalisant par les prix et exprime la structure des prix et  
 59 coûts d'une économie par rapport à celle de ses partenaires commerciaux .

60 La compétitivité d'une entreprise représente ses performances à long terme, sa croissance, selon 3 critères: prix,  
 61 qualité, coût. Une entreprise compétitive est celle qui obtient des résultats supérieurs à la moyenne. L'examen  
 62 des forces et faiblesses de l'entreprise dans un secteur se réfère aux pratiques les plus performantes. In fine,  
 63 la compétitivité s'exprime au niveau du produit. On distingue la compétitivité-prix et la compétitivité hors prix.

## 64 3 3

65 L'expression compétitivité des territoires (Porter, 1990) est devenu un maître-mot des politiques publiques. La  
 66 compétitivité concerne la capacité des territoires à contribuer à la création et au développement d'activités  
 67 économiques, à attirer et retenir les hommes et les capitaux. La compétitivité la plus connue est celle qui s'exerce  
 68 entre les nations : elle passe par de multiples leviers, comme la fiscalité, la manipulation des . Elle repose sur le  
 69 taux de change, coûts internes, coûts salariaux?.

70 La compétitivité hors-prix concerne l'ensemble des déterminants hors-prix de la compétitivité : savoirfaire,  
 71 qualité, spécialisation, flexibilité, innovation, différenciation?.. Cette récession mondiale est inhabituelle et  
 72 concomitante avec effondrement des économies de tous les pays industrialisés : forte baisse de l'activité  
 73 économique et ampleur de son incidence.

74 Le Rapport 2009 sur la compétitivité s'est intéressé aux répercussions potentielles de la récession sur la  
 75 compétitivité. Il concluait que la récession ne devait pas nécessairement avoir un impact négatif sur le rythme  
 76 de l'évolution technique; une récession procède de deux types de mécanismes: ceux qui influent négativement sur  
 77 l'efficacité économique, mais aussi ceux qui renforcent notre capacité à accroître la productivité future. En effet,  
 78 la période de croissance de 2000-2007 a aussi été une période de déséquilibres grandissants : le secteur immobilier  
 79 aux USA et Europe (Irlande, RU, Espagne, Danemark) par un fort investissement dans le logement/PIB.

80 Quant au Rapport 2010, il examine l'impact potentiel des années de croissance, particulièrement l'éventuel  
 81 impact des déséquilibres grandissants sur la compétitivité à travers la dérive des prix et des salaires ou l'affectation  
 82 de l'investissement. Avec l'expansion, certains pays ont enregistré une augmentation de leurs coûts salariaux  
 83 unitaires, aux effets mais moins significatifs à celui lié aux augmentations du niveau général des prix. Il est  
 84 difficile de prouver que les années de croissance ont affecté la compétitivité, mais la sortie de la crise passera  
 85 sans doute par un lent processus d'ajustement dans certains pays de l'UE. Le tableau 3 ci-dessous, montre que la  
 86 compétitivité-prix et la compétitivité-coût de l'UE et de la zone euro se sont dégradées depuis 1999, par contre,  
 87 celles du Japon, de la Chine et des USA se sont améliorées. Entre les pays de la zone euro, les différences  
 88 s'expliquent uniquement par l'évolution de l'inflation et des coûts unitaires du travail dans la mesure où ces  
 89 pays partagent la même monnaie et donc le même taux de change. Les entreprises de l'UE effectuent de faibles  
 90 investissements en R&D technologique : dépenses des entreprises s'élèvent à 1% du PIB contre 1,6% aux Etats-  
 91 Unis et 2,4% au Japon. Au sein de l'UE, les entreprises allemandes et scandinaves ont un fort investissement en  
 92 R&D alors que celles du Sud de l'Europe et des PECO ont des résultats insuffisants en la matière (graphique  
 93 3). En matière de création d'entreprises, l'on remarque une Europe inégalement dynamique. La compétitivité  
 94 d'une économie dépend aussi de la démographie des entreprises ou, plus précisément, de l'importance des créations  
 95 d'entreprises et de la disponibilité des moyens nécessaires à leur développement. Le taux de création d'entreprises  
 96 varie largement d'une économie à l'autre dans l'UE (2003-2004). La plupart des Etats membres présentent un  
 97 taux inférieur à celui des Etats-Unis (9,6%), à l'exception notable de l'Espagne (9,7%), du Royaume-Uni (14,3%)  
 98 et de quelques PECO et pays baltes (+ 10 %) L'Europe a investi dans des moyens de production modernes et  
 99 NTIC, mais pas spécialisée dans la production de biens de haute technologie : les exportations de produits de  
 100 haute technologie représentent 16,3% de ses exportations totales, contre 32,3% aux Etats-Unis et 29,8% en Chine.  
 101 Cette présence relativement faible dans les secteurs de haute technologie et la R&D expliquent le retard de l'UE  
 102 en matière de brevets : rapporté à la population, l'UE dépose beaucoup moins de brevets que le Japon et les  
 103 USA lorsque l'on additionne les brevets déposés à l'OEB et United States Patent and Trademark Office (111  
 104 contre 351 et 331 respectivement).

---

## 4 c) Mesures et secteurs améliorer la compétitivité des entreprises européennes

Les données précédentes notent que l'UE risque une érosion de sa compétitivité. Elle est loin de l'objectif fixé par le Conseil européen de Lisbonne, faire de l'UE « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde à l'horizon 2010 ». Les dépenses de R&D ont stagné depuis 2000 à 1,85% du PIB (USA, 2,7 % et Japon 3,2%). Dans l'enseignement supérieur, le taux de scolarisation est insuffisant (58% contre 83% aux USA), de même que l'investissement par étudiant (8060 euros contre 20650 euros PPA).

## 5 i. Défis et réformes nécessaires : priorités des Etats et de la commission

Il importe donc que les Etats membres prennent conscience de l'ampleur du défi et des réformes nécessaires. Parmi les priorités que les Etats membres et la Commission pourraient se donner:

Créer les incitations nécessaires afin que les entreprises investissent plus dans la R&D;

Encourager le dépôt de brevets, avec la mise en place d'un brevet communautaire permettant de limiter le coût de dépôt d'un brevet ou en prenant en charge une partie de celui-ci ;

Créer un climat des affaires favorable au développement des entreprises européennes : définir une politique de change commune dans la zone euro, favoriser le développement du capital-risque et des petites entreprises (Small Business Act européen, garantissant l'accès aux marchés publics et fonds publics de recherche) et simplifier les démarches administratives des entreprises, Investir dans l'enseignement supérieur et augmenter le nombre d'étudiants qui y ont accès pour former une main d'oeuvre qualifiée et adaptée aux besoins de l'économie européenne ;

Favoriser le développement des secteurs à forte valeur ajoutée, à se constituer en "clusters", à trouver les financements adéquats et à travailler avec la recherche publique et les universités.

Il importe que les Etats membres se positionnent clairement sur chacun de ses sujets et engagent les réformes correspondantes. Ainsi l'UE retrouvera le chemin vertueux qui transformera son ambition en action, et pourra améliorer sa compétitivité 7 ii.

Défi démo-économique : démographie et compétitivité .

Lors du sommet de Lisbonne en mars 2000, les chefs d'Etat et de gouvernement européens s'étaient fixé un objectif ambitieux à l'horizon 2010 : faire de l'UE « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique » du monde. A l'origine de la « stratégie de Lisbonne », un constat inquiétant : l'écart se creuse entre la dynamique de croissance de l'UE et celle de l'Amérique du Nord ou de l'Asie. L'Europe doit affronter le double défi : le défi démographique, par la faible natalité et vieillissement de la population, et défi économique, par la concurrence mondiale accrue dont les enjeux sont les ressources et 7 Il faut reconnaître que l'objectif de Lisbonne ne pourra pas être atteint, à cause de l'évolution démographique inquiétante, par le vieillissement inexorable de la population européenne bridant la dynamique de croissance de l'UE, générant des valeurs et des modes de comportement inconciliables avec l'objectif ambitieux de Lisbonne. L'accélération du vieillissement à partir de 2015, contribuera à tasser la compétitivité de l'UE pour longtemps. Certes certaines régions du monde (Chine, Asie du sud-est) très compétitives, sont confrontées aussi au vieillissement démographique, mais décalé dans le temps. L'Europe joue un rôle de précurseur dans une évolution mondiale, ce qui fait de la maîtrise du problème démographique une priorité absolue pour l'UE. Les politiques européens doivent prendre conscience du problème démographique et l'affronter. C'est la condition sine qua non pour que l'Europe préserve sa compétitivité.

L'Europe perdra son influence et sa compétitivité dans le monde : 7% dans la population mondiale en 2050, recul de 29% de la population en âge de travailler et hausse de 8 % du PIB des dépenses de santé et de retraites, et net vieillissement des actifs occupés. Seront-ils encore productifs et innovants ? Avec la qualité assurée du capital humain, la réduction des transferts sociaux, au profit de l'investissement et le partage mondial du travail de l'Europe mais la croissance potentielle de l'UE baissera à 1,25 % en 2050, des valeurs et comportement peu offensifs et une faible ouverture au changement 9 . D'où la nécessité de maîtriser les effets des mutations démographiques en prenant conscience du déclin démographique.

iii.

## 6 Les actions clés pour la compétitivité industrielle européenne

Donc, l'Europe doit affronter un double défi : vieillissement de sa population et concurrence mondiale accrue et vite maîtriser les effets des mutations démographiques en les appréhendant dans leur globalité, où la priorité est de prendre conscience de l'ampleur de ces mutations et de faire les choix permettant de guider son action. La particularité des mutations démographiques est de s'effectuer insensiblement, ce qui permet aux hommes politiques européens d'aiguiser la prise de conscience du problème démographique et à développer la volonté de l'affronter. C'est la condition sine qua non pour que l'Europe préserve sa compétitivité.

## 7 DIX ACTIONS CLÉS DE LA COMMISSION POUR LA COMPÉTITIVITÉ INDUSTRIELLE EUROPÉENNE:

---

### 7 Dix actions clés de la Commission pour la compétitivité industrielle européenne:

Un «examen explicite et détaillé de l'incidence sur la compétitivité» des nouvelles législations, sera entrepris. L'incidence sur la compétitivité de toutes les propositions politiques sera soigneusement analysée et prise en compte.

Des «bilans de qualité» de la législation existante identifieront les possibilités de réduction des effets cumulés de la législation, afin de diminuer les coûts pour les entreprises en Europe.

La création et le développement des PME seront soutenus: celles-ci bénéficieront d'un accès plus facile au financement et d'une aide à l'internationalisation.

Une stratégie visant à renforcer la normalisation européenne sera présentée afin de répondre aux besoins de l'industrie.

Les infrastructures et services européens du transport, de l'énergie et des communications seront mis à niveau de manière à pouvoir servir plus efficacement l'industrie, en tenant mieux compte de l'environnement concurrentiel actuel en constante évolution.

Une nouvelle stratégie sur les matières premières sera présentée dans le but de La décennie actuelle comptera parmi les plus difficiles de l'histoire économique récente de l'UE. Ensemble, les États-membres de l'UE doivent vite réagir, pour soutenir les particuliers sans emploi et les entreprises viables et menacées par la pénurie de crédit, avec un soutien simultané à long terme par l'UE des intérêts économiques.

Les réactions proposées ont une dimension nationale et européenne. L'action coordonnée à l'échelle de l'UE doit se concentrer sur les secteurs à potentiel d'avantages transfrontaliers où la coopération unilatérale ne suffit pas pour traiter les obstacles entre les États, grâce à la formulation à ces deux niveaux d'une stratégie claire et efficace pour remettre l'économie européenne sur la voie de la croissance durable et la replacer au sein de l'économie mondiale.

Quoi qu'il en soit, l'efficacité du programme de travail proposé dépend d'un haut niveau de coopération et de coordination ce qui s'inscrit dans la Stratégie de Lisbonne 2000-2010.

Les institutions de l'UE doivent définir un ordre du jour stratégique économique européen et un budget de l'UE conçus pour défendre et approfondir le Marché unique, contribuer aux efforts visant à remettre l'économie européenne sur la voie de la croissance durable et investir dans les atouts économiques de l'Europe à long terme.

Afin de défendre ses intérêts à travers le monde, la CE travaille sur une politique commerciale ambitieuse, avec la collaboration états-commissionentreprises, pour améliorer les conditions d'exportations des entreprises<sup>13</sup>

Pour la dimension intérieure, l'UE doit continuer la stratégie de soutien aux entreprises exportatrices, promouvoir l'innovation, vecteur de la compétitivité européenne, développer des partenariats entreprises - universités -centres de recherche, encourager le développement durable au sein des entreprises de l'UE (avantage compétitif mondial), accéder aux marchés publics étrangers et

. Et ce au double niveau intérieur et extérieur. 13 Grac-Aubert G. (Commissaire au commerce), « La compétitivité extérieure de l'UE -Une contribution à la stratégie de renforcement de la compétitivité des entreprises sur un marché mondialisé » SPECQUE 2009. renforcer la La dimension extérieure consiste à rapprocher les réglementations dans les négociations pour lutter contre les barrières non tarifaires; à profiter des partenariats stratégiques avec différents ensembles pour réduire les entraves aux échanges. Puis prioriser l'accès aux marchés étrangers pour les entreprises européennes dans les négociations avec les partenaires (Chine, USA, Japon, Russie, ?). Le Conseil de l'UE, en décembre 2007, a adopté un accord politique pour créer un brevet de l'UE et une juridiction du brevet européen et du brevet communautaire. L'OEB soutient l'innovation, la compétitivité et la croissance économique en Europe, nécessité d'un brevet unique pour que l'UE soit compétitive coopération pour réduire les entraves au commerce. 14 <sup>1 2 3</sup>

---

<sup>1</sup>OCDE, Industrial competitiveness, Paris 1996, & 6 ème rapport périodique sur la situation socioéconomique et le développement des régions de l'UE ; partie 2, les facteurs qui sous-tendent la compétitivité, pp 75 et suivantes.

<sup>2</sup>Wahl S, « Démographie et compétitivité : Regards sur l'économie allemande », nov. 2009, in

<sup>3</sup>« SME and Entrepreneurship Outlook », OCDE, 2005, & « La formation et la survie de UE-US, UE-Japon », « Future Skill Needs in Europe -Focus on 2020 », CEDEFOP, 2008 & « Who cares, who dares? -Providing the skills for an innovative and sustainable Europe », INSEAD, 2009.



Figure 1: 1

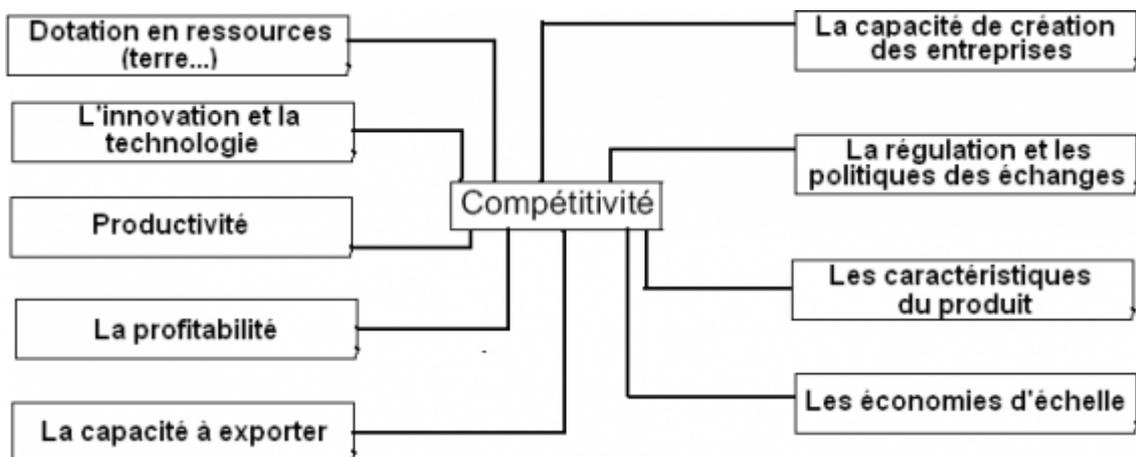
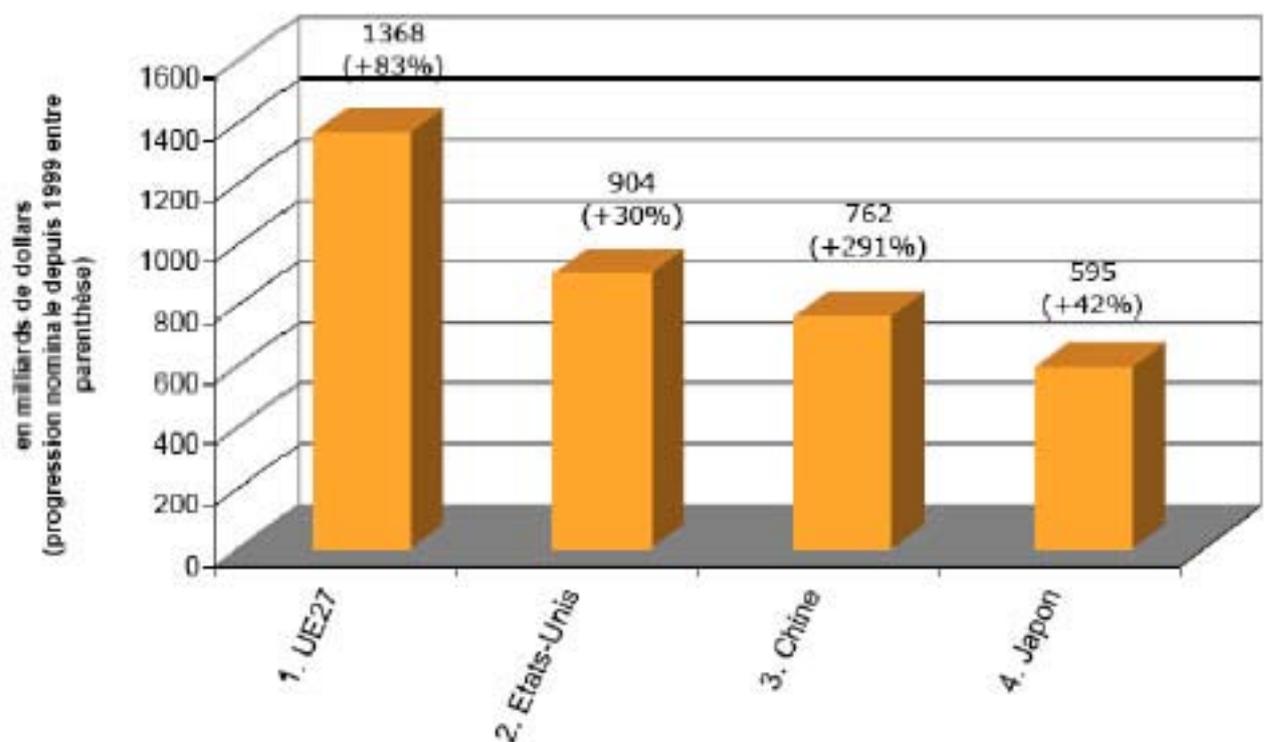


Figure 2:

## 7 DIX ACTIONS CLÉS DE LA COMMISSION POUR LA COMPÉTITIVITÉ INDUSTRIELLE EUROPÉENNE:

### 2. Exportations totales des quatre premières puissances exportatrices mondiales (2005 et progression depuis 1999)

Source : Eurostat



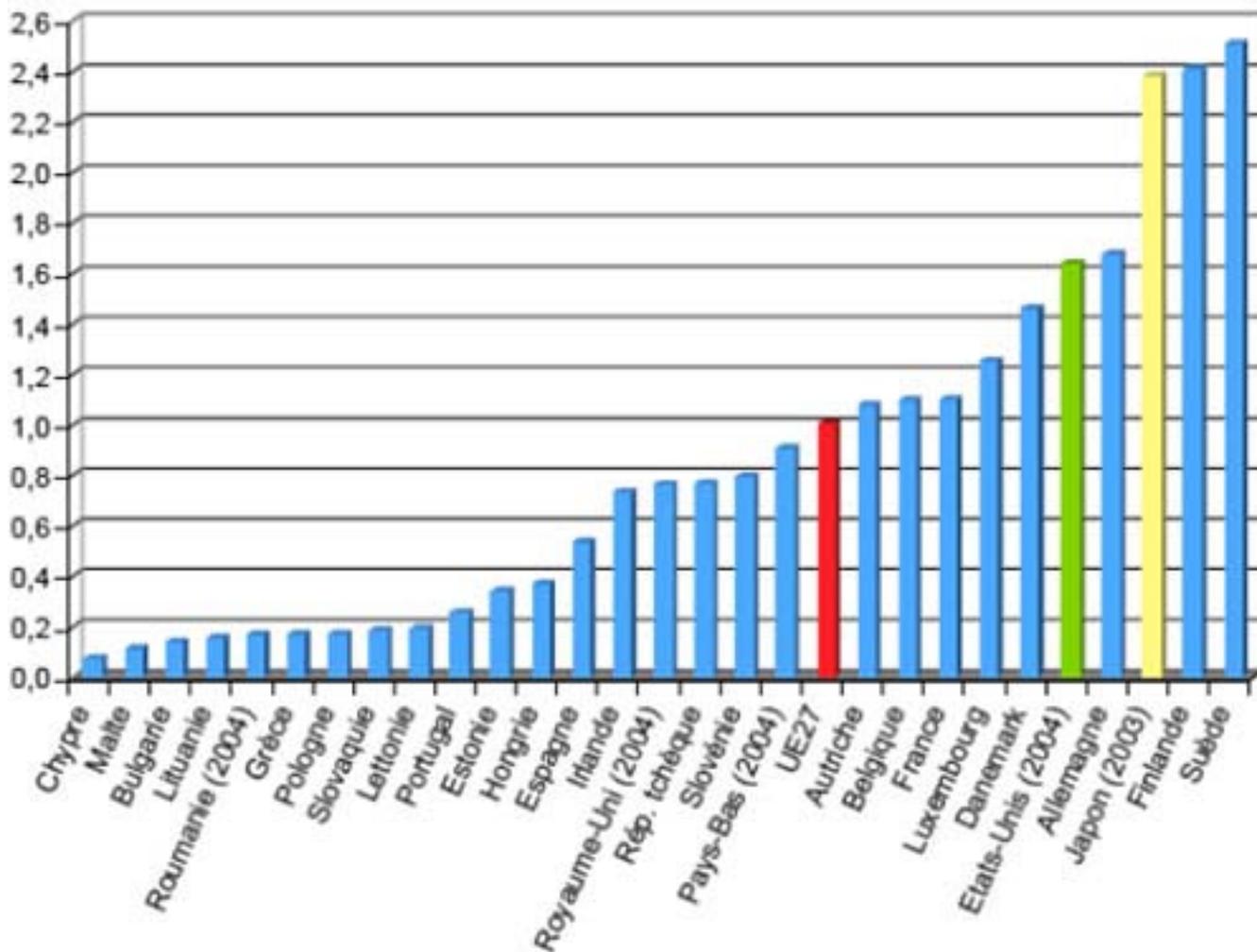
Données réunies et mises en forme pour la Fondation Robert Schuman, © FRS

2

Figure 3: Graphique 2 :

### 8. Dépenses de R&D financées par les entreprises, en % du PIB

Source : Eurostat



Données réunies et mises en forme pour la Fondation Robert Schuman, © FRS

3

Figure 4: Graphique 3 :

Figure 5:

## 7 DIX ACTIONS CLÉS DE LA COMMISSION POUR LA COMPÉTITIVITÉ INDUSTRIELLE EUROPÉENNE:

---

l'aptitude à affronter la concurrence et à rivaliser avec autrui des situations. Le concept de compétitivité est complexe et possède diverses définitions souvent utilisées pour exprimer différentes situations 4 , toutes proches l'une de l'autre: « La compétitivité est la capacité à fabriquer des biens et des services qui répondent aux exigences des marchés internationaux, tout en offrant aux citoyens un niveau de vie qui tout à la fois s'élève et

puisse être préservé à long terme ». Elle désigne

également « la capacité d'entreprises, d'industries, de

régions, de nations ou d'ensembles supranationaux de

générer de façon durable un revenu et un niveau d'emploi relativement élevé, tout en étant restant exposés à la

concurrence internationale ».

de niveau de vie de la population : croissance, emploi et m

Source: élaboré par les auteurs

Les déterminants de la compétitivité économique o la capacité d'innovation : Avec la concurrence acharnée

commerciale ou organisationnelle.

o la productivité : seul indicateur de compétitivité

est bien la productivité, pour Krugman.

( o la profitabilité : une entreprise compétitive est celle qui fait des profits. o Il y a aussi la part de marché )  
B

l'exportation, environnement économique

Tableau 1 : Productivité de la main d'oeuvre

	Productivité de la main d'oeuvre par personne occupée en \$ ppa (2005)	Taux de croissance moyen de la productivité de la main d'oeuvre	par	personne
Zone euro UE25	68,485		0,9	1 554
Etats-Unis	64,310		1,4	1 624
Japon	87684		2,1	1 919
Canada	62,665		1,4	1 749
	67,298		1,3	1 782

Sources Groningen Growth and Development Center

Groningen Growth and Development Center

b) Les performances générales en matière de compétitivité et leur mesure dans les entreprises européennes

La compétitivité

entreprises implantées sur son sol à affronter avec succès la concurrence sur les marchés national et étranger. Première puissance exportatrice mondiale, l'UE risque de voir sa compétitivité s'éroder en raison du ralentissement des gains de productivité, du retard pris dans la compétitivité de son environnement économique moins propice au développement des entreprises dans certains Etats. Dans ce contexte, il est important qu'ils prennent leurs responsabilités dans la mise en oeuvre de la stratégie de Lisbonne.

i. Mesurer les performances des entreprises européennes:

Figure 7:

## 7 DIX ACTIONS CLÉS DE LA COMMISSION POUR LA COMPÉTITIVITÉ INDUSTRIELLE EUROPÉENNE:

---

Etats-Unis	6	3
Chine	54	93
Japon	7	11
Sources	World Eco. fo- rum	Banque mondiale

Source: Banque mondial, DoingBusiness et Fondation Robert Schuman, 30 avril 2007.

Tableau 2 : Suppression d'emplois dans les entreprises de l'UE (selon restructuration)

Type de restructuration 1. Restructuration 2. Faillite/fermeture de site 3. Délocalisations 4. Fusion/ Acquis

Classement selon la compétitivité l'environnement économique en 2006 Classement selon montrent leurs faib la facilité de faire les affaires ne 2006

	(124 pays)	
Allemagne Autriche	8 17	21 30

Belgique	20	20
Chypre	46	Nd
Danemark	4	7
Espagne	28	39
Estonie	25	17
Finlande	2	14
France	18	35
Grèce	47	109
Hongrie	41	66
Irlande	21	10
Italie	42	82
Lettonie	47	24
Lituanie	40	16
Luxembourg	22	nd
Malte	39	nd
Pays Bas	9	22
Pologne	48	76

Portugal Rép. Tchèque iii. Les créations d'entreprises : une Europe 34 40 29 52 Royaume-Uni 10 6 inégalem

Bulgarie	72	54
Roumanie	10 68	49
Zone euro	nd	nd
UE25	nd	nd

---

6

-De La Compétitivité Des Entreprises À La Compétitivité De L'ue:  
Défis et Avenir

Year  
2014  
113  
Volume  
XIV  
Issue I  
Version I  
( ) B  
Global  
Journal  
of Man-  
agement  
and  
Business  
Research

Tableau 4 : NTIC et brevets Part des exportations en haute technologie en % des exportations de produits manufacturés (2004) Nombre de brevets accordés par l'office européen des brevets par million d'habitants (2005) 16,3 70,9 Nd 56,7 32,3 44,3 29,8 0,1 23,7 74,7 Banque mondiale OEB Source: selon les données de la Lettre de la Fondation Robert Schuman, 30 avril 2007. Dépenses consacrées aux NTIC en % du PIB en 2005 Nombre de brevets accordés par United States patent and trade mark office par million d'habitants (2004) Zone euro 6,0 63,4 UE 25 6,4 54,4 Etats-Unis 6,7 287,0 Chine Nd 0,6 Japon 7,6 276,7 Sources Eurostat USPTO

© 2014 Global Journals Inc. (US)

Figure 9: 6 6

## 7 DIX ACTIONS CLÉS DE LA COMMISSION POUR LA COMPÉTITIVITÉ INDUSTRIELLE EUROPÉENNE:

---

<p>-De La Compétitivité Des Entreprises À La Compétitivité De L'ue: Défis et Avenir Fonds social européen en simplifiant l'accès au fonds et</p> <p>diriger les fonds vers les besoins de formation et</p> <p>d'apprentissage, reconnaître systématiquement les</p> <p>qualifications et conseils plus clairs pour les européens</p> <p>souhaitant travailler dans un autre pays de l'UE.</p> <p>Innovation. Investissements orientés vers les</p> <p>technologies vertes et exploitables sur le plan commercial; accès des PME aux Programmes cadres et</p> <p>programmes de financement des PME à forte intensité</p> <p>de recherche; mise en oeuvre intégrale de l'Espace</p> <p>européen de recherche pour un espace de recherche</p> <p>transfrontalier; création de Brevet communautaire et</p> <p>accélération des mécanismes d'octroi des brevets verts par un « système allégé ».</p> <p>Finances. 50 milliards d'euros pour les 2 prochaines années, la BEI doit prêter davantage aux</p> <p>entreprises dans le cadre de projets d'infrastructure critique comme l'énergie et accélérer la mise à</p> <p>Globaliser les pour un approvisionnement durable et une gestion durable des conditions nationales cadres adéquates matières premières primaires domestiques. Les performances</p>	<p>membres. La Commission mettra en place une politique Stratégie d'entreprise aux opportunités</p> <p>de l'industrie spatiale afin de créer une base industrielle commerciales dé-coulant de la transition vers une</p> <p>solide économie à faibles émissions de CO2, en développant couvrant la totalité de la chaîne</p> <p>d'approvisionnement. La Commission fera rapport sur la les technologies vertes.</p> <p>compétitivité de l'Europe et des États membres, ainsi Une stratégie des services post 2010 pour</p> <p>que sur leurs performances et politiques industrielles sur continuer à améliorer l'accès au marché et</p> <p>une base annuelle l'environnement commercial des industries des services</p> <p>Le Rapport annuel sur la compétitivité spécialistes de prestations commerciales, prestations</p> <p>s'intéresse aux impacts de la récession économique sur d'entreprise et professionnelles incluses.</p> <p>la productivité et ses principaux futurs facteurs Une stratégie de fabrication avancée et à forte</p> <p>déterminants pour la compétitivité de l'UE: modifier la valeur ajoutée basée sur une approche stratégique de</p> <p>structure des échanges de produits intermédiaires et développement des atouts manufacturiers de l'UE,</p> <p>chaînes d'approvisionnement de l'industrie dans l'UE, activités de R&amp;D et d'innovation des entreprises étrangères dans l'UE, compétitivité européenne dans les technologies génériques clés, ?.</p> <p>notamment par l'expansion des Plates-formes technologiques européennes et en multipliant les partenariats public-privé. Une stratégie des sciences de la vie de l'UE qui</p> <p>d) Synthèse et recommandations encourage l'émergence des centres d'excellence biotechnologique 12 , un environnement réglementaire qui</p> <p>INNOVAS Solutions Ltd 2009, &amp; « Mid-term review of industrial i. Pour une Europe ouverte, mondiale : gage de productivité Défendre et approfondir</p>
--	--

- 204 [Bibliographie] , Bibliographie .
- 205 [Belattaf et al.] , M Belattaf , De La , Compétitivité . XVIème Année -N° 25 - 2009. p. . Les Annales de l'Univ.  
206 de Valahia de Targoviste (Roumanie)
- 207 [Didier] , M Didier . Le.
- 208 [Dollar ()] , Kraay Dollar . *Europe: competing in the world* 2002.
- 209 [Rapport et al. ()] , M Rapport , L Debonneuil , Fontagné . 2003.
- 210 [ Commission européenne « Biotechnology in Europe ()] , *Commission européenne « Biotechnology in Europe*  
211 *2006. (I) .*
- 212 [Artus ()] P Artus . *Productivité et croissance: diagnostic macroéconomique?» CAE*, 2004.
- 213 [Carlac and Beneux] ' Carlac , D Beneux , JF , « . *Innovation et compétitivité: L'accompagnement stratégique*  
214 *et financier du processus d'innovation dans les PME*,
- 215 [Commission européenne -DG Société de l'information ()] *Commission européenne -DG Société de l'information*,  
216 2007. 2008. & DG Enterprise
- 217 [Commission européenne, « EU performance in the global economy ()] *Commission européenne, « EU perfor-*  
218 *mance in the global economy*, 2008.
- 219 [Economic assessment of the barriers to the internal market for services Copenhagen ()] *Economic assessment*  
220 *of the barriers to the internal market for services Copenhagen*, 2005.
- 221 [Lépinay ()] 'Entretien avec le Professeur Alain Pompidou, ancien Président de l'OEB'. C Lépinay . *European*  
222 *interview n°35 ; FRS, du 26 avril 2011 grand écart » Economica*, (Paris) 2011.
- 223 [Lépinay ()] *Entretien avec le Professeur Alain Pompidou, ancien Président de l'OEB*, C Lépinay . 2011. (in  
224 European interview n°35 ; FRS, du 26 avril)
- 225 [Eurostat « Sources de croissance économique au sein de l'OCDE », OCDE ()] *Eurostat « Sources de croissance*  
226 *économique au sein de l'OCDE »*, OCDE, 2003.
- 227 [ S ()] *Gregoir et Maurel « Les indices de compétitivité des pays: interprétation et limites»*, INSEE, 2 ème  
228 *version*, S . 2002. Octobre.
- 229 [Guide de fléchage »] *Guide de fléchage »*, (doc en PPT)
- 230 [Innovation and Skills, Department for Business. www.bis.gov.uk; 1ère publication ()] *Innovation and Skills*,  
231 *Department for Business. www.bis.gov.uk; 1ère publication*, 2009.
- 232 [La lettre de l'attractivité mars ()] *La lettre de l'attractivité mars*, 2005.
- 233 [La lettre de la Fondation Robert Schuman (FRS), divers numéros de ()] *La lettre de la Fondation Robert Schu-*  
234 *man (FRS), divers numéros de*, 2007 à 2011.
- 235 [Communautés Européennes and Relever Le Défi ()] *La stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi*,  
236 *Communautés Européennes , Relever Le Défi . 2004. Bruxelles, nov. (Rapport du groupe de haut niveau*  
237 *présidé par M. Wim Kok)*
- 238 [partie 2, les facteurs qui sous-tendent la compétitivité] *partie 2, les facteurs qui sous-tendent la compétitivité*,
- 239 [Krugman ()] 'Perspectives de politique économique'. P Krugman . *Obstfeld « International Economics: Theory*  
240 *and Policy*, (Boston) 2003. 2007. 28. (en route vers Lisbonne)
- 241 [Document ()] *Qui s'en préoccupe, qui osera? -recherche des compétences nécessaires pour une Europe novatrice*  
242 *et durable*, « Document . 2009.
- 243 [Wahl et al. ()] 'Regards sur l'économie allemande'. S Wahl , Démographie , Compétitivité . 36.  
244 *www.doingbusiness.org: (divers rapports, 2006. 2007. 2008 & 2009.*
- 245 [Porter ()] 'Republished with a new introduction'. Michael Porter . [http://team.univ-paris1.fr/](http://team.univ-paris1.fr/teamperso/mu-cchiel/jlm_doc_econinter_lecon5.pdf)  
246 [teamperso/mu-cchiel/jlm\\_doc\\_econinter\\_lecon5.pdf](http://team.univ-paris1.fr/teamperso/mu-cchiel/jlm_doc_econinter_lecon5.pdf)26.OCDE, *Industrial competitiveness*  
247 *Muchielli JL, « la compétitivité : concept, indicateurs et déterminants »*, ACCOMEX, n°44, (New York;  
248 Paris) 1990. 1998. 2002. 1996. The Free Press. 25. (The Competitive Advantage of Nations»)
- 249 [Synthèse sur la compétitivité des entreprises ()] *Synthèse sur la compétitivité des entreprises*, 2004. CNUCED
- 250 [Tableau de bord européen de l'innovation ()] *Tableau de bord européen de l'innovation*, 2008. 2007. Warwick  
251 Business School. 33. (UK survey of SME finances)
- 252 [The impact of aging populations on public finances: overview of analyses carried out at EU level and proposals for a future work  
253 *The impact of aging populations on public finances: overview of analyses carried out at EU level and proposals*  
254 *for a future work programme*, 2003. Bruxelles. CE
- 255 [United Nations Population Division, World Population Prospects: The ()] *United Nations Population Division,*  
256 *World Population Prospects: The*, 2002 Revision, 2003.

## 7 DIX ACTIONS CLÉS DE LA COMMISSION POUR LA COMPÉTITIVITÉ INDUSTRIELLE EUROPÉENNE:

---

- 257 [Grac-Aubert ( )] « *compétitivité extérieure de l'UE contribution à la stratégie de renforcement de la compétitivité*  
258 *des entreprises sur un marché mondialisé*, G Grac-Aubert . 2009.
- 259 [Baier ( )] « *Do Economic Integration Agreements Actually Work? Issues in Understanding the Causes and*  
260 *Consequences of the Growth of Regionalism* », *the World Economy*, Baier . 2008.
- 261 [Jamet (2007)] « *la compétitivité des entreprises européennes* », *Fondation Robert S, J F Jamet* . 30/04/2007.
- 262 [Farrel ( )] « *la compétitivité territoriale: construire une stratégie de développement territoriale cahiers de*  
263 *l'innovation*, *Observatoire européen LEADER*, sept, G Farrel . 1999.
- 264 [«Relations d'investissement bilatérales et sectorielles à l'échelle du monde», pour la CE ( )] «*Relations*  
265 *d'investissement bilatérales et sectorielles à l'échelle du monde*», *pour la CE*, 2007. (Rapport du CEPII)
- 266 [ème rapport périodique sur la situation socioéconomique et le développement des régions de l'UE] ème rapport  
267 *périodique sur la situation socioéconomique et le développement des régions de l'UE*,